



HAL
open science

Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain

Alice Corbet

► **To cite this version:**

Alice Corbet. Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain. CIST2020 - Population, temps, territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2020, Paris-Aubervilliers, France. pp.539-541. hal-03114078

HAL Id: hal-03114078

<https://hal.science/hal-03114078>

Submitted on 18 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AUTEURE
Alice CORBET

Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain

RÉSUMÉ

Les camps de déplacés ou de réfugiés, entre camps et bidonvilles, sont des lieux d'entre-deux : des milliers de personnes *habitent* ces espaces. Comment y créent-elles un environnement urbain et social, surtout quand ils sont non légaux et marqués par la précarité matérielle, temporelle et économique? Basée sur le cas haïtien, cette communication interrogera les lieux de la précarité *encampée* comme des territoires définis par l'*incertain*, où une dynamique sociale s'instaure dans des jeux de pouvoir aux marges de la légalité. Des espoirs s'y développent, ce dont témoignent les habitats de moins en moins précaires et la transformation en camps-villes : ils démontrent qu'une cohésion sociale pérenne se matérialise par l'urbanisme. Habiter l'incertain, c'est à la fois créer sans bases, inventer une stabilité, mais aussi entretenir la vulnérabilité, être expulsable à tout moment, et rester en marge. L'entre-deux est donc un lieu de tous les possibles, de toutes les opportunités comme de tous les malheurs.

MOTS CLÉS

camps, informel, incertain, habiter, précarité, communauté

Unofficial Camps: Living in the Uncertain

ABSTRACT

Displaced or refugee camps, between camps and shantytowns, are in-between places: thousands of people *inhabit* these spaces. How do they create there an urban and social environment, especially when these places are non-legal and marked by material, temporal and economic precariousness? Based on the Haitian case, this communication will question the place of precariousness *encamped* as if they are territories defined by the *uncertain*, where a social dynamics is established in power games on the fringes of legality. Lots of hopes are developed there, as evidenced by their transformation in city-camps: they demonstrate that lasting social cohesion is materialising by the informal urban planning. Living in uncertainty is both creating without foundations and inventing stability, but it also means maintaining vulnerability, or being kicked out at any time, and staying in the margins. We will seek how this in-between is a place of all possibilities, all opportunities as well as all misfortunes.

KEYWORDS

Camps, Informal, Uncertain, Inhabit, Precariousness, Community

Depuis plusieurs années, la question des camps (de déplacés ou de réfugiés) est discutée par les sciences sociales dans une perspective pluridisciplinaire. Les camps sont emblématiques des lieux d'entre-deux : entre les frontières, aux marges de la ville, entre deux situations de vie (ils sont issus de situations contraintes et ne sont envisagés que comme temporaires), etc. Certains camps de réfugiés ou de déplacés, reconnus par le UNHCR (l'agence des Nations Unies pour les réfugiés) ou par les instances du pays d'accueil, sont au cœur des réflexions sur l'extraterritorialité et la liminalité (Agier, 2008 ; Hampshire *et al.*, 2008). Mais la question des camps ou des territoires où il n'y a pas de décision officielle et légale de mise en place et d'encadrement urbain et humanitaire, et dans lesquels les populations ne sont pas identifiées (on ne connaît pas leur identité, leur nombre, leur provenance), s'inscrit dans un angle flou de la recherche contemporaine. Faut-il parler de camps, de bidonvilles, de refuges? Des ONG nationales ou internationales s'en occupent-elles dans la durée ou ponctuellement, ou sont-ils en dehors de toute gestion solidaire ou urbaine? Une typologie des camps / refuges, variable en fonction du temps, peut s'établir entre ceux qui sont identifiés, ceux qui sont ignorés, ceux qui sont aidés par le gouvernement ou des instances internationales, ceux qui sont assistés

sporadiquement par des ONG nationales ou internationales, ou encore ceux qui sont en dehors de tout regard officiel ou solidaire. On parlera ici de situations « non officielles », ou « informelles » – dans le sens où ces lieux ne sont pas censés exister – mais on s'évertuera à démontrer que cette notion d'informalité n'est pas significative pour maints aspects quotidiens de la vie des habitants.

Dans les camps « officiels », où les populations sont connues, délimitées et gouvernées par des institutions gestionnaires, les organismes parlent souvent de « communauté », concept très utilisé dans le milieu de la solidarité, bien que peu défini. Cette communication interrogera ce concept de communauté, en montrant en quoi il n'est pas toujours efficient. À l'inverse, dans les cas des camps « informels », qui n'ont pas de reconnaissance officielle, les personnes parlent elles-mêmes de communauté. En effet, des milliers de personnes *habitent* (Lussault *et al.*, 2007) ces espaces marqués par la précarité : précarité légale (ils s'installent hors loi), précarité temporelle (ils peuvent être expulsés à tout moment et, même s'ils perdurent, on ne sait combien de temps ils vont rester), précarité infrastructurelle et matérielle (conditions de vies bricolées au quotidien), précarité économique (les personnes qui les habitent sont, au départ, les plus pauvres et le lieu entretient souvent ce manque de ressources). Comment les habitants qui s'installent dans ces lieux non légaux et marqués par la précarité (légale, temporelle, matérielle et économique) s'y créent-ils un environnement matériel et social (des « communautés » ?) et comment envisagent-ils leur espace de vie (lequel est paradoxalement souvent investi dans une perspective durable dès le début de leur installation) ?

Par des exemples de camps de déplacés haïtiens (issus du séisme de 2010), cette communication interrogera le lieu de la précarité *encampée* comme des territoires définis par l'incertain (territoires non officiels et dont l'existence s'annonce pour une durée indéterminée), où toute une dynamique sociale s'instaure dans des jeux de pouvoir qui concernent toutes les classes sociales, aux marges de la légalité. *L'incertain* est alors « phénoménologique », car il confronte l'individu à une situation inédite qu'il ne peut surmonter qu'en envisageant toutes les issues possibles (Doussset, 2018). Si, dans les situations de crise, le terme de résilience est alors avancé pour expliquer l'investissement humain après un événement perturbateur, dans le cadre de cette présentation, celui-ci sera (rapidement) récusé, car les gens agissent non par choix mais par nécessité et qu'ils ne reprennent pas le dessus sur leur situation, qui reste toujours subie. Leur condition, figée d'apparence car en attente, doit être enquêtée comme le sont les espaces mobiles (Retailé, 2011), afin de considérer leur dimension dynamique et évolutive, prompte à se métamorphoser, à s'accroître ou à disparaître, et dans lesquels des acteurs locaux rencontrent parfois ceux, transnationaux, de l'humanitaire.

À titre illustratif, le cas de Canaan sera exposé : Canaan est une zone au Nord de la capitale haïtienne Port-au-Prince qui fut progressivement envahie par les sans-abris après le séisme. Un double « appel d'air » provoqua cet afflux : la régularisation publique d'une partie du terrain par l'État, néanmoins temporaire et très contestée par les propriétaires, et la création par des ONG du camp de déplacés nommé Corail. Avec le temps, les conditions de vie dans Corail se sont dégradées et les ONG y travaillant furent très contestées, ce qui entraîna le départ de la plupart. Canaan se développa autour de Corail, sorte de *Far West* où tout était possible, débordant largement les frontières de la zone étatique publique ; les habitants y captèrent illégalement l'électricité, y aménagèrent des routes, y fondèrent des petits magasins, etc, dans une désorganisation relative : dès le début de « l'invasion » de Canaan, divers acteurs tentèrent d'organiser l'espace, en l'envisageant dans une vision générale de planification urbaine.

Les camps urbains de l'agglomération port-au-princienne, forcés de fermer au fil des mois sans que leurs habitants ne trouvent de solutions de relogement, se déplacèrent aussi massivement à Canaan, ce qui eut pour conséquence la formation de quartiers (Jerusalem, Canaan I, II...), où le sentiment d'appartenance était tout de suite revendiqué, reflétant l'existence de réseaux de connaissance et d'entraide (Corbet, 2016). Aujourd'hui encore, les populations vulnérables continuent de s'installer à Canaan : d'abord venues de la capitale, elles arrivent maintenant des provinces, dans un mouvement continu d'attraction urbaine. L'espace liminal est un lieu où on s'installe par défaut, mais où plein d'espoirs se développent, ce dont témoigne l'installation d'habitats de moins en moins précaires, la création d'écoles, de lieux de loisirs, etc. Intéressants du point de vue urbanistique, ces sites démontrent qu'une cohésion sociale pérenne se matérialise.

Des personnes riches sont aussi venues dans ce camp, toujours illégal et marginalisé par l'État, afin de saisir leur chance en privatisant des parcelles dans l'espoir de leur légalisation. Ainsi, l'informalité juridique de Canaan et son absence de présence étatique ou de gestion par des ONG ont permis à certains acteurs d'accroître leurs marges de pouvoir, notamment économique. Ce sont souvent des chefs de gangs qui ont administré ces nouveaux territoires des camps informels, ignorés par l'État. Certains ont eu une démarche très gestionnaire, avec des programmes d'urbanisme très réfléchis et organisés. D'autres ont mis en place leurs réseaux de pouvoir violents, utilisant ces « non-lieux » du regard officiel comme des plateformes opportunistes pour imposer leurs lois. Il apparaît dans ces espaces une intrication permanente entre les réseaux parallèles

aux structures étatiques et les instances officielles qui les nourrissent, accroissant ainsi leur contrôle dans le jeu complexe du pouvoir en Haïti (Dandoy, 2013).

Par la description du cas de Canaan, emblématique de cette situation de camp initialement « abandonné » en dehors de la capitale haïtienne, devenu aujourd'hui un immense bidonville, la communication cherchera à voir comment l'entre-deux est un lieu de tous les possibles, de toutes les opportunités comme de tous les malheurs. Habiter l'incertain, c'est à la fois créer sans bases et inventer une stabilité. C'est aussi entretenir la vulnérabilité, être expulsable à tout moment et rester en marge. L'argument théorique s'appuiera sur la notion d'hétérotopie de Foucault (1984), d'incertain et d'attente (Ettlinger, 2007). Les disciplines mobilisées sont l'anthropologie, par la méthode et l'approche des terrains mentionnés, ainsi que la géographie (approches sur la matérialité des camps et leur expansion urbaine) et les études sur l'intervention humanitaire.

La communication évoquera enfin les camps de longue durée, dans lesquels une génération est née. L'auteur s'appuiera alors sur les camps de réfugiés sahraouis, installés en Algérie depuis 1975, et interrogera l'identité de ceux qui sont nés dans « l'en-dehors » : quand l'exception perdure, elle ne se normalise pas pour autant, mais fait exister des populations au cœur des enjeux géopolitiques et économiques (car leur encampement est causé par leurs dysfonctionnements) tout en demeurant invisibilisées (car en situation d'entre-deux). Leur vie encampée est en effet installée dans des camps devenus villes et cœurs identitaires, tout en étant légalement marginalisée, dépendante des aléas géopolitiques et de l'aide internationale : cette vie dans l'expectative, dans le temporaire durable, interroge sur les espaces d'entre-deux comme des zones de relégation de problèmes et de personnes dont on ne sait que faire.

Outre la présentation de ces cas d'étude, cette communication attend dans la discussion de pouvoir alimenter sa réflexion sur les notions d'incertain, d'espace d'entre-deux tels que les camps ou les bidonvilles, et de construction communautaire / identitaire dans de tels lieux. La rencontre de divers champs disciplinaires permettra d'ouvrir les angles d'approche sur le sujet et de nourrir la réflexion à venir.

RÉFÉRENCES

- Agier M., 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.
- Corbet A., 2016, "Community After All? An Inside Perspective of Encampment in Haiti", *Journal of Refugee Studies*, S. Turner (coord.), numéro thématique "What is a Camp? Explorations of the Limits and Effects of the Camp", 29(2), p. 166-186.
- Dandoy A., 2013, *Insécurité et aide humanitaire: l'impossible dialogue?* Groupe URD [en ligne: www.urd.org/fr/projet/insecurite-et-aide-humanitaire-limpossible-dialogue].
- Dousset L., 2018, *Pour une anthropologie de l'incertitude*, Paris, CNRS éd.
- Ettlinger N., 2007, "Precarity Unbound", *Alternatives: Global, Local, Political*, 32(3), p. 319-340.
- Foucault M., 1984, « Des espaces autres », in M. Foucault, *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, p. 752-762.
- Hampshire K., Porter G., Kilpatrick K., Kyei P., Adjaloo M., Oppong G., 2008, "Liminal Spaces: Changing Inter-Generational Relations among Long-Term Liberian Refugees in Ghana", *Human Organization*, 67(1), p. 25-36.
- Lussault M., Paquot T., Younès C., 2007, *Habiter, le propre de l'humain?* Paris, La Découverte.
- Retaillé D., 2011, « La transformation des formes de la limite », *Articulo*, n° 6 [en ligne: journals.openedition.org/articulo/1723].

L'AUTEURE

Alice Corbet

CNRS — LAM

a.corbet@sciencespobodreaux.fr